

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Diplomatie : sept nouveaux ambassadeurs présentent leurs lettres de créance au chef de l'État



Photo : DR

Les ambassadeurs lors de la présentation de leurs lettres de créance au chef de l'Etat..

Y.FI
Libreville/Gabon

Intense activité diplomatique hier au palais du Bord de mer. Et pour cause, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu les lettres de créance de sept nouveaux ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires accrédités au Gabon.

Il s'agit de celles de Milos Perisic (Serbie), avec résidence à Luan-da, Jon-Åge Øyslebø (Royaume de Norvège), avec résidence à Kinshasa, Calliope Douli (République Hellénique), avec résidence à Kinshasa, Jean-Hugues de Pradel de Lamaze (Ordre Souverain de Malte), avec résidence à Paris, Amedi Camara (République Islamique de Mauritanie), avec résidence à Abuja, Karim Ben Becher (Tunisie), avec résidence à Yaoundé, et de Mgr Javier Herrera Corona, en qualité de Nonce Apostolique, avec résidence à Brazzaville. Ils se sont, à tour de rôle, pliés à la tradition diplomatique.

Occasion pour le chef de l'État de s'entretenir avec chacun de

ces nouveaux chefs de mission diplomatique. Les relations d'amitié et de coopération entre le Gabon et leurs pays respectifs, les opportunités d'investissements ainsi que les problématiques majeures de l'heure dont les questions de paix et de

sécurité dans le monde, la lutte contre les changements climatiques, la protection et la préservation de l'environnement ont constitué la trame des échanges. Dans la foulée, le numéro un gabonais a invité les nouveaux ambassadeurs accrédités dans notre

pays, mais tous non-résidents, à effectuer des visites régulières au Gabon pour œuvrer à l'intensification de la coopération bilatérale, surtout à la consolidation des relations avec leurs pays respectifs via l'ouverture ou la réouverture d'une mission

diplomatique résidente en République gabonaise. Il faut par ailleurs souligner que, sur un tout autre plan, le président Ali Bongo Ondimba a reçu des émissaires respectifs de ses homologues tchadien et soudanais (nous y reviendrons).

Miroir du gouvernement Sauver la CNSS!

IL faut sauver la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)! Point besoin de revenir sur les causes de cette situation, ni d'ergoter sur la responsabilité des directeurs généraux qui se sont succédé à la tête de cette entité ni sur celle des différents gouvernements qui, en dépit de la sonnette d'alarme tirée par les partenaires sociaux, ont laissé la situation se détériorer en se contentant, au besoin, de recommander l'application des "mesurettes". À telle enseigne qu'aujourd'hui, selon de nombreux spécialistes, rien de moins que l'existence de la CNSS serait en péril!

C'est dire la nécessité d'agir en appliquant les mesures véritablement appropriées à la situation. Tant il y va de la survie de nombreux retraités et du sort des milliers des personnes affiliées à cet organisme, actuellement en activité.

Sur ce point, le ministre de la Santé et des Affaires sociales, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, a de quoi se mettre sous la dent. Tant on ne compte plus les recommandations et autres pistes de solutions, issues de la panoplie des séminaires et autres ateliers organisés dans notre pays, afin de remettre la CNSS sur les rails.

Reste à espérer que la volonté soit au rendez-vous. Car, ne nous

leurrons pas, si la CNSS en est là aujourd'hui, c'est que quelque part la volonté, notamment politique, pour faire appliquer les propositions d'experts afin de la requinquer, a souvent fait défaut.

Avec les échéances électorales pointant à l'horizon, il n'est pas évident que cette volonté se manifeste. D'autant qu'au nombre des mesures indispensables préconisées par les experts figure, entre autres, la réduction du personnel. Ce qui pourrait produire, disons-le, des étincelles sur le front social. Avec à la clé de nombreux agents licenciés qui viendraient grossir les rangs de la cohorte de personnes sans emploi dans notre pays.

À un peu plus d'un an des élections générales, l'on voit mal le gouvernement prendre un tel risque, qui viendrait donner du grain à moudre aux pourfendeurs de l'Exécutif. Tout ceci pour signifier que la thérapie de choc devant être administrée à la CNSS, pourrait l'être après les élections de 2023. D'ici là, il y a fort à parier que l'équipe gouvernementale se contentera de palliatifs, sauf à faire montre de courage. Mais attendons voir...

J.KOMBILE MOUSSAVOU